Interview de Jacques-René Rabier (Luxembourg, 8 février 2002)

Source: Interview de Jacques-René Rabier / JACQUES-RENÉ RABIER, Étienne Deschamps, prise de vue : Alexandre Germain.- Sanem: CVCE [Prod.], 08.02.2002. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:05:10, Couleur, Son original).

Copyright: Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jacques_rene_rabier_luxembourg_8_fevrier_2002-fr-716e29b2-b323-4677-8f9b-85f64ca3d7c4.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016

Interview de Jacques-René Rabier (Luxembourg, 8 février 2002)

Monnet a toujours été préoccupé par la paix – j’emploie des grands mots mais ils correspondent à des valeurs – la paix, l’union, le travail en équipe, la confiance entre les équipes et entre les peuples. N’oublions pas que pendant la première guerre mondiale - Monnet était tout jeune, il avait 25 ans - pendant la Première Guerre mondiale, il avait imaginé en 1916 ou... un système d’approvisionnement franco-anglais pour les produits de ravitaillement qui venaient des Etats-Unis. Jusqu’à cette époque, les Anglais avaient leurs propres convois, les Français avaient leurs propres convois, les Allemands avaient leurs sous-marins et les convois naviguaient séparément l’un de l’autre. Monnet a eu l’idée et l’a proposée en 1917, je crois, au gouvernement français de l’époque - ce jeune Monnet, sorti de Cognac, qui avait déjà un peu voyagé dans le monde - il a proposé un pool d’approvisionnement franco-anglais. Donc déjà unir, dans un but de rechercher la victoire et la paix après la victoire. Et, en 1949 – mettons-nous dans la perspective de cette époque – c’était la guerre froide. Les journaux étaient remplis de guerre froide, de menaces de guerre, or une guerre froide elle risque de se réchauffer. Monnet était très préoccupé de faire quelque chose. Lui, qui avait beaucoup d’amitiés aux Etats-Unis, il pensait que l’Europe devait être un interlocuteur digne pour les Etats-Unis et le sort de l’Allemagne était l’une de ses préoccupations. Il avait vécu à la Société des Nations dans les années 20, 22, 23. Il en était parti très vite parce qu’il était un peu désabusé sur le rôle d’une institution où tous les Etats venaient avec leur souveraineté, devaient décider à l’unanimité. Et puis surtout, il avait bien mesuré les erreurs de la paix imposée aux Allemands après la Première Guerre mondiale. Et, une idée qui germait déjà depuis un certain temps dans sa tête, j’en prends pour témoin une note qu’il avait remise au général de Gaulle, en août 1943 à Alger, dans lequel il disait à peu près: «La guerre va se terminer par la victoire, pensons à réintégrer une Allemagne dénazifiée, une Allemagne démocratique dans un ensemble européen.» Une fédération ou une entité européenne. Le mot fédération était déjà dans ce document de 1943. Donc c’est une idée qui ne le quittait pas et il avait tenté d’intéresser les Britanniques - dans les années 47 ou 48 - d’intéresser les Britanniques à une très forte coopération dans le domaine de la planification et puis ça n’avait pas été très loin, les Britanniques ne voulaient pas s’engager, mais il y a eu des conversations assez poussées. Et dans les années 49, et début de l’année 50, les idées de Monnet ont cristallisé sur ce point: il faut frapper fort; les opinions et le monde politique français, allemand et les autres pays d’Europe, inclusivement les Britanniques d’ailleurs; et il faut changer les données, il faut redistribuer les cartes. C’est comme ça que l’idée a mûri et les points sur lesquels il voulait faire porter l’effort, c’étaient des points à la fois économiquement et politiquement et symboliquement très importants: le charbon et l’acier. Pourquoi le charbon et l’acier? Parce que derrière il y avait le charbon allemand et le minerai français, il y avait l’autorité de la Ruhr qui n’allait pas durer jusqu’à la fin des temps. Fallait-il rendre à l’Allemagne sa pleine souveraineté? Dans quelles conditions? Est-ce que les Russes l’accepteraient? Donc dans ce climat de guerre froide, il avait parfaitement compris que l’Allemagne était au centre du dispositif. Donc toucher au premier lieu la France et l’Allemagne. Et il a proposé l’idée à Robert Schuman - ce grand honnête homme qui est bien connu dans ce pays, que Monnet avait eu l’occasion d’approcher plusieurs fois lorsque Schuman était au gouvernement – et sans passer par les détours du Quai d’Orsay, c’est-à-dire le ministère des Affaires étrangères, où le projet, parce qu’il était novateur, eut risqué d’être enterré. Vous savez les diplomates, je ne veux pas en dire du mal, mais les diplomates se méfient souvent des idées nouvelles. Monnet aimait les idées nouvelles et grâce au cabinet de Schuman et à Schuman lui-même, le projet a été mis au point. Schuman lui a donné carte blanche: «Préparez-moi une déclaration». La déclaration a été préparée dans les derniers jours d’avril et le début du mois de mai 1950 et le 8 mai, si j’ai bonne mémoire, Schuman saisit du plan que lui avait donné Monnet. Schuman a envoyé l’un de ses proches collaborateurs à Adenauer pour avoir son accord. Schuman ne voulait soumettre le projet au gouvernement français que s’il savait que les Allemands l’accepteraient. Or, le matin même du 9 mai 50, le collaborateur de Schuman a téléphoné de Bonn: «Adenauer est d’accord, accepte le plan» et Schuman donc a fait passer le plan au gouvernement français le 9 mai 50 et l’a rendu public dans le salon de l’Horloge du ministère des Affaires étrangères au Quai d’Orsay le 9 mai 1950 à 18 heures. Et comme dit l’autre: j’y étais.